

L'air des cimes...

La ville de Genève s'apprête à vivre du 26 au 30 juin un Sommet international. Et, comme à l'habitude, les enjeux et discussions de cette prochaine "session extraordinaire de l'assemblée générale des Nations Unies", dont on a plus souvent parlé sous le nom de "Sommet Social", ne vont pas passionner les foules. Il fait suite à celui de Copenhague en 1995, qui a été la première (!) conférence mondiale de l'ONU consacrée au développement social. Une myriade de chefs d'Etat et de délégations s'étaient réunis afin de « trouver des voies et des moyens susceptibles d'éliminer la pauvreté, de promouvoir l'emploi et de garantir l'intégration sociale » (1). Résultat : « la Déclaration de Copenhague sur le développement social », dont les intitulés ne sont qu'un catalogue de grandes idées humanistes avec lesquelles il est bien difficile d'être en désaccord : aide aux démunis, santé pour tous, droits syndicaux, etc.

Cinq ans plus tard, au moment du bilan, c'est peu dire qu'il est minable. Observateurs et commentateurs s'accordent à constater que, dans les meilleurs des cas, rien n'a changé, et qu'en général, les conditions de vie de la majeure partie de la population mondiale ont empiré. Personne ne relève la contradiction consistant à accorder sa confiance à un organisme qui a fait la preuve de son inefficacité et dont la doctrine économique de ses maîtres est contraire à un véritable développement social. « Le nombre absolu de gens vivant dans la pauvreté ne cesse d'augmenter » (2), « les budgets alloués à la coopération au développement ne cessent de diminuer » (3), mais Juan Somavia, Directeur général de l'Organisation internationale du Travail (OIT), Genève, est satisfait : « le message du Sommet social a vraiment été intériorisé au cours des quelque cinq dernières années ». La belle affaire ! A quoi servent donc de tels sommets ? Il faut bien donner un peu de boulot aux onusiens. Et puis, ces sommets successifs procurent un sentiment de continuité, de progrès et de sécurité : d'une échéance à



l'autre, on a l'impression de mobilité et d'action. Oui, il y a bien quelques capitaines à la barre de la grande machine capitaliste mondiale. Oui, nous sommes en de bonnes mains : il n'y a qu'à regarder chefs d'Etats et dignitaires de tout poil, fouler les tapis rouges dans leurs beaux habits... Mais le club n'est pas fermé : patrons, syndicats et ONG auront l'occasion de se rencontrer au cours du "Forum Geneva 2000", organisé par l'ONU et la Confédération. D'ailleurs, les patrons ne perdent pas le nord et rappellent par la bouche d'Alexandre Plassard, secrétaire de l'Union patronale suisse que « toute élaboration de principes ou codes touchant au comportement des entreprises doit respecter intégralement la liberté de décision de celles-ci. Leur application doit rester volontaire. C'est seulement dans le cadre d'une approche libérale que de tels principes pourraient développer des effets positifs ».

Parallèlement, à l'instigation de l'Appel de Bangkok, la "société civile" organise un Sommet alternatif du 22 au 24 juin dont le point d'orgue est la manifestation du dimanche 25 juin. Après Seattle, Washington, Davos, avant Prague, l'agenda capitaliste s'impose aux opposants à la "mondialisation". Les précédentes mobilisations ont rencontré un succès symbolique bien réel et les dirigeants de la planète savent qu'ils ne sont plus seuls.

Seulement l'écart entre les manœuvres capitalistes de haut vol et l'existence au quotidien rend abstraite toute mobilisation contre l'OMC ou tel autre sommet. S'y intéresse surtout le monde militant. Pourtant, l'inquiétude et le mécontentement sont des sentiments répandus actuellement, beaucoup de gens ne sont pas satisfaits de ce qu'ils vivent et voudraient bien changer. Reprendre l'initiative de luttes menées à la base, dans nos quartiers, sur nos lieux de travail ou d'études, est aussi une des conditions nécessaires au combat anticapitaliste.

F.M. & G.A.

1. Toutes les citations sont extraites de *La Vie économique - Revue de politique économique*, n° 6, juin 2000.

2. John Langmore, Dir. de la Division pour la politique sociale et le développement au Secrétariat des Nations Unies, New-York.

3. Walter Fust, Dir. à la Direction du Développement et de la Coopération (DDC), Berne.

dans ce numéro

• **LUTTES** Résistance active des squatters lausannois • **SUISSE** La croissance économique ne fait pas le printemps social • **SOLIDARITÉ** Des Russes s'opposent à la guerre en Tchétchénie

Cela dit, nous craignons que B. Métraux et ses amis de la majorité rose rouge verte de l'exécutif lausannois démontrent une fois de plus, et avec toute la mauvaise foi qu'on peut manifester à ces occasions, que la participation aux organes politiques est en contradiction complète avec les mouvements sociaux. À l'heure où L'Espace autogéré de Prélaz (1) est menacé par les bulldozers et par les services de B. Métraux, après que la violence policière se soit abattue sur la Street party parce que « la police a jugé qu'un happening non-violent de peinture à Saint-François justifiait la mise en place du renfort anti-émeute » (2), on ne doit faire aucune confiance à ces politiciens qui attendent probablement les vacances pour mettre en œuvre leur politique répressive.

Contrairement à ce qu'affirme le chef de la police, et c'est sans doute là qu'il a un problème, le mouvement squat est bien vivant et très actif ces derniers temps. Refusant « l'autoritarisme, la hiérarchie, la compétition, le sexisme, le productivisme, le découragement », attaché à « dénoncer la dictature du profit et à sauvegarder des espaces de vie et de culture alternative au centre ville », ce mouvement est à l'initiative de plusieurs manifestations : outre des activités

Lausanne sur squat

VAUD • Celles et ceux qui ont lu l'Hebdo de la semaine du 15 juin ont découvert, comme nous, les surprenantes déclarations du chef de la police lausannoise, le municipal popiste Bernard Métraux. Celui-ci affirme en effet qu'il « regrette que le mouvement squat ait un peu perdu de son ampleur et de son activité à Lausanne » ! Nous ne serions pas étonnés de lui voir pousser un nez plus long que celui de Pinocchio...



lique, est promise à la démolition et risque être remplacée par un projet spéculatif, malgré les oppositions des voisins du quartier. Pour débloquer la situation et sauver le bâtiment actuel, les squatters proposent « le rachat de la maison pour

quotidiennes à L'Espace, on peut évoquer la Critical Mass du samedi 20 mai, la Street Party du 3 juin, une fête acoustique à l'esplanade de la Cathédrale le 10 juin qui s'est poursuivie par l'occupation d'une maison vide juste à côté. Celle-ci, vendue par l'Etat de Vaud à l'Etablissement Cantonal des Assurances (ECA) pour un franc symbo-

deux francs, soit le double de ce que l'ECA a déboursé » ! On peut aussi évoquer, entre autres, l'occupation de Tivoli 42b qui a eu lieu en avril et qui a occasionné une plainte de la Banque cantonale vaudoise, institution qui gardait l'immeuble vide depuis 10 ans. Malgré les menaces qui planent sur lui, les regrets de B. Métraux et la désinfor-

mation que véhicule une certaine presse, le mouvement squat se porte donc plutôt bien à Lausanne. Par ses activités culturelles et par sa capacité à mettre le doigt sur des exemples concrets de spéculation immobilière, ce mouvement gagne de la sympathie au sein de la population. Il rend d'autant plus délicate l'action de certains politiciens qui prétendent défendre les petites gens alors qu'ils servent, dans les faits, à gérer les conflits pour le plus grand bénéfice des capitalistes et de la noblesse d'Etat.

M.Argery

1. Rappelons que le bâtiment et les halles de l'Espace Autogéré, situés à l'avenue de Morges 60, devraient être remplacés par un centre commercial et un parking souterrain. La municipalité et les Transports Lausannois (propriétaires) mettent en avant la construction de logements sociaux. Or la majorité de ceux-ci devrait être construite sur une parcelle voisine servant aujourd'hui de parking et pourrait être réalisée sans détruire l'Espace Autogéré. Mais, comme par hasard, c'est par la partie occupée par l'Espace que les promoteurs du chantier veulent commencer. Un dernier ultimatum est annoncé pour le 30 juin. La résistance continue.
2. Cette citation et les suivantes sont tirées de TOKUP' Agenda-journal intersticiel de la mouvance anarch@-alternat@-squat-antif@féministe-précaire... n°5.

Ainsi qu'ils s'y attendaient, les jeunes participants de la Critical Mass brutalement interrompue par la police le 25 février 2000 (Aujourd'hui, n° 60) ont reçu leurs amendes. Et elles sont plutôt salées : de 400 à 600 francs environ par personne. Les motifs invoqués seraient risibles s'il s'agissait d'une plaisanterie : une des personnes interpellée alors qu'elle était à pied (il n'y avait donc pas de possibilité de lui reprocher de rouler de front, d'avoir brûlé un feu rouge ou alors de ne pas avoir de vignette, comme cela l'a été pour les autres manifestants) s'est vu amender pour trouble de la tranquillité publique ! Quand on sait que l'interpellation a eu lieu dans le passage Monbrillant sous la gare - lieu paisible par excellence - on mesure à quel point les motivations des forces de l'ordre à réprimer sans appel. Mais les manifestants n'ont pas dit leur dernier mot... à suivre, donc.

Esclavagisme en Espagne

Depuis quelques années maintenant, Mariano et Marcos Martin Merlo, patrons exploités des entreprises de boulangerie industrielle Bis-Pan, Marin Mar S.L. et Jabardo S.A., font régner un véritable esclavage dans leurs établissements. En effet, ils obligent les travailleurs à réaliser des horaires de 72 heures par semaine sans payer les heures sup' ! Ils n'accordent que 25 jours de congés aux travailleurs, au lieu des 30 jours légaux, et ils ne reconnaissent pas les autres droits des travailleurs. De plus, le travail est ponctué d'injures racistes, vu que la plupart des travailleurs sont des immigrés. La police refuse d'enregistrer leurs plaintes. Certains ont été licenciés pour avoir pris un week-end de congé, d'autres pour être tombés malades. Les deux patrons profitent de la situation précaire des immigrés. Lassés d'être traités comme des chiens, une quinzaine de travailleurs de l'entreprise Bis-Pan prennent contact avec le Syndicat de l'Hôtellerie et du Commerce CNT-AIT de Madrid, qui aussitôt porte plainte auprès de l'inspection du Travail. Las ! les inspecteurs laissent traîner les dossiers et ne font pas leur travail. Pis, l'inspection du travail indique pour finir et sans surprise qu'il n'existe aucune irrégularité dans ce qui est dénoncé par le syndicat. Les compagnons du syndicat de l'Hôtellerie et du Commerce CNT-AIT de Madrid appellent à l'union et à la solidarité des travailleuses et travailleurs afin de mettre fin à ces situations scandaleuses.

Une si belle croissance

SUISSE • Les dieux de la prospérité économique se sont de nouveau penché sur le berceau helvétique renouvelant « le miracle suisse » (1) : une croissance à 4%, un chômage à moins de 2% et ne consommation à la hausse... le paradis ! De quoi partir en vacances l'âme légère.

Tout va bien, donc. Mais tout va bien pour qui ? Pour les patrons suisses qui récoltent les fruits de la croissance dans de nombreux secteurs comme celui de la construction avec 5,8 % d'expansion. Pourtant, les patrons de ce secteur n'ont concédé en début d'année qu'une misérable augmentation de 100 francs à leurs ouvriers. Comme cet exemple le montre, s'il y a des richesses produites dans ce pays, tout le monde n'en profite pas également (Lire encadré).

En fait, pour les travailleurs, la bonne nouvelle, c'est la baisse du chômage, preuve tangible que c'est Noël en été pour tout le monde. Mais là aussi, l'affriolant chiffre de 1,9 %

de baisse n'est qu'un rideau de fumée. En effet, que mesure-t-il exactement aujourd'hui alors que le travail partiel, temporaire, sur appel est devenu une généralité ? Question : quelqu'un qui bosse à mi-temps, cinq mois par an sur appel est-il ou n'est-il pas un chômeur ? (Lire encadré).

Mais tout ne réside pas dans l'existence et l'utilisation de ces chiffres plus ou moins fantaisistes. L'essentiel est que, au cours de cette "crise" patrons et Etat sont parvenus à imposer l'idée que le destin des gens dépend des fluctuations de la croissance économique et que, donc, tout ce qui est entrepris pour sauver cette croissance est une bonne chose. Ainsi, c'est au nom de cette



idéologie que toujours plus de flexibilité et de précarité ont été introduites dans le travail. Quant aux 200 000 personnes qui ont perdu leur emploi et galéré durant la période de crise, leurs problèmes et souffrances passent par "pertes et profits", victimes des sacro-saintes « douloureuses adaptations structurelles » (2). Les médias ont beau jeu de nous bourrer le mou, aujourd'hui, avec la reprise et l'exemple américain où des entreprises chouchoutent leurs employés (super-qualifiés et, pour l'instant, indispensables), alors qu'il est dans la nature de l'entreprise capitaliste de chercher à se passer au maximum du travail et, donc, des travailleurs. Ce qui est déjà une réalité avec un travailleur qui est toujours plus réduit à son travail : lorsque l'on a besoin de lui, on le siffle (travail sur appel, tempo, etc.), le reste du temps, qu'il survive comme il le peut. Tous les bobards sur la culture d'entreprise et les soudisant valeurs qui vont avec ne sont que l'habillage d'une "philosophie" patronale de base selon laquelle « il ne fait aucun doute que la nature

humaine étant ce qu'elle est, la carotte et le susucré resteront longtemps encore les moteurs de nombre de comportements et de démarches » (3).

Mis au rang des chiens, il n'est pas étonnant que l'on attende de nous que nous jappions de contentement servile à l'annonce du "point" en plus de croissance... nationale. Car faut-il rappeler aux ravis de l'économie suisse qu'en ces époques mondialisées, n'importe quel pet sur la planète, qui, par ailleurs, abrite des milliards de pauvres, peut flaque la crève ici. Mieux, cette si merveilleuse croissance s'accommode tout à fait de l'existence d'un grand nombre de pauvres dans la société. Ça aussi, c'est un acquis de la crise : un pays peut être très prospère et connaître une pauvreté structurelle. Les "exclus" d'hier ne font plus la une, définitifs losers qui font partie du paysage "naturel".

Mais tout cela ne trouble pas ceux qui nous proposent de vivre, dans le court terme des annonces statistiques et les yeux rivés sur l'horizon national, dans la croyance hallucinée que « les années de vache maigre sont bel et bien derrière nous ». Certitude d'autant plus établie que le « retournement [de tendance] a été aussi rapide qu'insoupçonné » (4).

G.Amista

1. La Tribune de Genève, 16 juin 2000.
2. Id.
3. Entrepris romande, 16 juin 2000
4. La Tribune de Genève, 16 juin 2000.

Les années quatre-vingt-dix sont marquées par une baisse des salaires dans les secteurs qui rémunèrent le moins alors qu'ils progressent dans les branches qui connaissent les plus hauts salaires. Par exemple, les salariés de la construction ont vu leur salaire effectif pour cette année (c'est-à-dire après déduction du renchérissement) baisser en moyenne de 0,9 % par rapport à l'année 1998 et cela malgré l'augmentation obtenue cette année. Quant aux salariés de l'hôtellerie, ils voient leur salaire baisser de 1,9 % par rapport à l'année 1998. Les années de "crise" ont donc permis au patronat de diminuer les charges salariales. Ce fut aussi l'occasion d'introduire une plus grande contrainte par la généralisation du salaire au mérite au travers des augmentations négociées chaque année. Ainsi, en 1998, les augmentations octroyées à titre individuel représentaient le 80 % des augmentations. Une autre caractéristique importante de ces années est la part croissante que prend le temps partiel dans le volume total des emplois. En 1998, le nombre d'emplois à temps partiel a cru de 5 % par rapport à 1997, et pour ce premier trimestre 2000 sa croissance est de 2,8 % alors que le temps plein ne croît que de 1,2 %. Bien évidemment c'est dans les emplois à temps partiel que l'on retrouve les salaires les plus bas.

On oublie aussi de nous dire que cette croissance divisée produit de la pauvreté (en 1995, selon une étude de l'USS, 13,5 % des actifs gagnait moins de 3000 fr. brut). L'économie suisse va-t-elle fonctionner à l'américaine, c'est-à-dire 7 jours sur 7, avec 70 % des actifs (et parmi eux une grande majorité de couples avec enfants) qui ne travaillent pas selon un horaire standard d'une semaine de travail ?

Teo Kasin

Fous de foot

Des forces de police en tenue anti-émeute omniprésentes, des frontières mieux gardées que des secrets d'état, des physionomistes chargés de reconnaître les fauteurs de trouble, des fouilles systématiques, des émeutes... il ne manque plus que la censure des médias (quoique leur abandon de tout esprit critique rende parfaitement inutile une telle mesure). C'est l'Euro-foot. Ce délire sécuritaire phénoménal n'étonne personne et passe pour parfaitement normal ! Que des gens s'étrippent à coup de couteau avant ou après les matches, voilà un comportement entré dans les mœurs. Et de toute façon, la police veille à la sécurité de tous et toutes... vive le foot !

Des Russes contre la guerre en Tchétchénie

Solidarité contre la guerre!

Alors que nous entrons dans le XXI^e siècle, la société russe est confrontée au fait honteux d'une guerre coloniale sanglante dans le Nord Caucase. Toute la puissance de l'État "démocratique" russe a été utilisée dans le but de soumettre un petit peuple qui n'a voulu ni joindre les empires tsariste et stalinien, ni la "fédération" de Eltsine. Des dizaines de milliers de morts et de blessés physiquement ou mentalement; des masses appauvries ou devenues des réfugiés sans droits; des villes et des villages transformés en ruines. C'est le prix à payer pour satisfaire les ambitions politiques de la classe dirigeante russe décidée à renforcer et augmenter sa domination.

Cette guerre, cyniquement présentée comme une "opération anti-terroriste", est en fait un acte de terreur d'État sur une grande échelle menée par les dirigeants russes, ce qui a conduit, en retour, le peuple tchétchène, désespéré, privé de tout ce qu'ils avaient et ayant perdu leurs amis et familles, à prendre les armes pour se venger. Les forces armées fédérales, ravageant et brûlant tout sur leur passage, "n'extirpent pas le fondamentalisme", mais plongent socialement et économiquement la Tchétchénie au Moyen Âge et, ainsi, créent les conditions nécessaires au gain d'influence des forces réactionnaires des islamistes radicaux.

L'agression montée contre la Tchétchénie, le génocide contre son peuple, annonce au peuple russe lui-même la menace d'un régime policier et militaire, la répression des droits civils et la perspective de vivre dans un état qui ressemblerait à la Biélorussie de Lulashenko ou à une dictature sud-américaine. « *Un peuple qui en oppresse un autre ne peut jamais être libre lui-même* ».

Cette guerre est porteuse de conséquences socialement et économiquement catastrophiques. Le financement de cette guerre et la mise en place d'un régime d'occupation demande d'importantes ressources et celles-ci ne peuvent être prélevées que sur les travailleurs qui, même sans cela, sont condamnés à une pauvreté écrasante. Alors que des millions de personnes vivent dans le besoin, des dizaines de milliards de roubles sont dépensés à tuer et détruire. Vraiment, le cynisme de la classe dirigeante et de ses représentants politiques - tous les Poutine, Tchoubaï, Ziouganov - ne connaît pas de bornes!

Le collectif, dont nous publions ci-dessous la déclaration, s'est constitué à Moscou dans le but de dénoncer la guerre et d'aider les réfugiés tchétchènes. Il réunit des personnes de gauche, des libertaires, des antifascistes... Cette campagne nous paraît de la première importance à l'heure où le nationalisme justifie les pires crimes et où les libertés fondamentales sont menacées en Russie.

Les crimes de l'impérialisme russe contre tous les gens qui ont été entraînés dans cette aventure militaire doivent être stoppés avant qu'il ne soit trop tard. Nous demandons :

- La fin immédiate des opérations militaires et le retrait des forces d'occupation du territoire tchétchène;
- Le droit pour le peuple tchétchène de décider en toute indépendance de son futur : la statut de la Tchétchénie doit être librement décidé par sa propre population sous le contrôle des organisations internationales des droits de l'homme.
- Le dédommagement suffisant à toutes les victimes de guerre, quelle que soit leur nationalité, pris sur l'argent destiné à faire la guerre;
- La punition des criminels de guerre à tous les niveaux.

On ne peut compter sur le bon vouloir des politiciens russes, pas plus que sur les cercle dirigeants de l'Ouest qui ne condamnent les crimes de la machine de guerre russe qu'avec des mots et qui n'ont jamais changé leurs plans ou leur partenariat avec l'establishment russe pour défendre les vies et les droits de ceux qui souffrent. La barbarie militaire ne peut être stoppée que par le développement d'un mouvement social de protestation à l'intérieur de la Russie même. Une solution démocratique au conflit du Nord Caucase ne sera obtenu qu'au moyen d'actions

populaires, à la base.

Initier de telles actions et faire tout pour qu'elles se développent est le devoir de tous les gens de gauche démocratiques et anti-totalitaires qui adoptent une position de principe, basée sur des idéaux de liberté, de justice sociale et de respect de l'être humain, contre les intérêts qui mènent cette guerre.

Nous appelons tous les progressistes de bonne volonté et dotés de bon sens à tout faire pour aider, notamment par une aide matérielle aux victimes de la guerre, et à prendre part à une campagne de solidarité effective avec le peuple tchétchène, une campagne contre la guerre.

Les perspectives pour notre futur sont simples : soit une société civile humanitaire se déclare en Russie, soit nous nous retrouverons avec un état policier, prêt à de nouvelles guerres et capable des pires crimes. Il est temps de choisir!

Journal antifasciste Tchelovetchnost
Centre de recherche d'éducation Praxis

Les membres du collectif contre la guerre organisent une collecte parmi la population russe. Ils expliquent leur position pacifiste et antimilitariste aux personnes qui amènent des dons. Ils ont pris des contacts avec des organisations humanitaires, y compris tchétchènes, pour apporter cette aide aux réfugiés qui en ont le plus besoin. Cette action nécessite des moyens financiers (tracts, affiches, etc.). Comprenant l'importance de l'enjeu et le fait que la plupart des Russes vivent dans de grande difficultés matérielles, nous avons décidé d'appuyer cette initiative en réalisant une collecte en Suisse et en constituant un comité de soutien.

Dons à : Direct! 1201 Genève CCP 17-574 134-6 mention "Tchétchénie".

Les personnes intéressées à participer à la création du comité peuvent contacter Direct! à Genève ou écrire à "Réflexions sociales", case postale 172, 1000 Lausanne 6 Ouchy.

EDITEUR RESPONSABLE : Claude Cantini.
TIRAGE : 1500 exemplaires. COURRIER : DIRECT!, Case postale 2254, CH - 1211 Genève 2. TÉLÉPHONE & FAX : 022 734 29 22.
SITE INTERNET : www.tao.ca/~direct_ait.
E.MAIL : aujourd_hui@innocent.com. CCP : Direct!, CCP 17-574 134-6. LOCAL : 24, rue de Montbrillant, Genève.